

Copyright legislation to entitle printers and publishers of Canada to reprint British copyright works in the Dominion was passed into law. Stimulating agriculture was also a topic of much debate. Recommendations for a centre to collect statistics on the state of crops; for a system of scientific experimentation on soil composition and causes of soil exhaustion; for the collection and dissemination of information to promote agriculture; and for education on the best methods of farming were put forward. Senators were concerned that unless such processes were put into place, the land would be ruined, and the country impoverished over time.

...

The Canadian Parliament of 1872 was quite supportive of members of the mercantile community in opening Canada to business, and encouraging investment in the new country. Senator Dickey remarked: "Content and plenteousness reign throughout the land. With peace assured on our borders, and our people free to develop the great material interests of the country, who shall set limits to its progress during the next decade."

Senator Letellier de St-Just summed up the prevailing optimism of the times: "I do not say it is desirable to become independent [of the British Empire], but it is in the future; for we cannot remain as we are but we must become a nation in the course of time. The days of our youth have passed, and when we consider the vast extent of our territory, the growth of our population, the prospects of Immigration in the future, the incalculable value of our resources, we must see that the time must come sooner or later when we shall be called upon to assume a higher position among the communities of the world."¹³

La loi sur le droit d'auteur autorisant les imprimeurs et éditeurs du Canada à réimprimer dans le Dominion les œuvres britanniques protégées par le droit d'auteur est aussi adoptée. Les mesures pour stimuler l'agriculture font également l'objet de nombreux débats. Diverses recommandations sont formulées : un centre pour recueillir des statistiques sur l'état des cultures; un système d'expérimentation scientifique sur la composition des sols et les causes de leur épuisement; la collecte et la diffusion de renseignements visant à promouvoir l'agriculture; et une formation sur les meilleures pratiques agricoles. Les sénateurs craignaient que les terres soient ruinées et que le pays finisse par s'appauvrir si de telles mesures n'étaient pas mises en place.

...

En 1872, le Parlement canadien voyait d'un très bon œil que les marchands ouvrent leur commerce au Canada, et il encourageait les investissements dans le nouveau pays. Le sénateur Dickey souligne d'ailleurs ce qui suit : « L'ensemble du pays vit dans la satisfaction et la prospérité. À nos frontières la paix est assurée, notre peuple peut librement développer les merveilleuses ressources de ce pays, et l'on se demande véritablement ce qui pourrait faire obstacle à son progrès pendant les dix années à venir. »

Le sénateur Letellier de St-Just résume l'optimisme qui prévalait à l'époque : « Non pas qu'il soit souhaitable de devenir indépendant [de l'Empire britannique] aujourd'hui même, mais il faudra y songer dans l'avenir. Nous ne pouvons pas continuer ainsi, nous devons devenir une nation. Nos jeunes années se sont envolées et lorsque nous considérons la vaste étendue de notre territoire, la croissance de notre population, les perspectives d'immigration et l'incalculable valeur de nos ressources, force nous est de reconnaître que tôt ou tard nous serons appelés à assumer un plus grand rôle parmi les communautés du monde¹³. »